



# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 2 OCTOBRE 1982

N° 177

PRIX : ANTILLES 2 F  
FRANCE 3 F

## Editorial

L'ASSEMBLÉE UNIQUE :

CAUTERE SUR JAMBE DE BOIS

Le projet de loi sur l'assemblée unique est mis en discussion devant l'Assemblée Nationale française. Et la décision de cette assemblée qui compte à pleine une dizaine de députés des dernières colonies dites DOM et TOM pèsera plus lourd que tout ce qu'ont pu dire les assemblées locales représentant ces régions.

Le gouvernement a choisi de suivre la droite coloniale dans son argumentation sur l'attachement des populations à «la France». Et le projet qu'elle présente n'est rien de plus que l'application de la décentralisation prévue pour l'hexagone.

La seule différence serait que, au lieu d'avoir deux assemblées, nous n'en aurions qu'une qui regrouperait les compétences de l'assemblée régionale et de l'actuel Conseil général.

Par rapport au mode d'élection actuel il y aurait un changement puisque les élections ne se feraient plus sur présentation individuelle de candidats mais sur présentation d'une liste. Au dépouillement chaque liste obtiendrait proportionnellement à son nombre de voix un certain nombre de sièges dans la dite «Assemblée unique».

Voilà le projet hardi et audacieux que le gouvernement présente aujourd'hui à l'Assemblée nationale à Paris. Et il faut être de la droite bornée et plate des DOM et TOM pour y trouver quelque «danger». Il faut être un fief réactionnaire pour au moindre timide effort de «décentralisation» pousser des hauts cris devant une prétendue menace de séparatisme !

Les socialistes au gouvernement ne veulent pas plus que les peuples des Antilles diriger eux-mêmes leurs affaires qu'ils ne le veulent pour le peuple de France lui-même. Ce sont des politiciens qui ont été élus dans le cadre des institutions bourgeoises républicaines et qui sont bien respectueux de ce cadre et des lois qui en découlent. Il ne peut être question pour eux d'envisager d'autres formes de pouvoir que celui de l'état bourgeois tel qu'il existe. Les travailleurs de France ne dirigent pas plus leurs propres affaires que ceux d'ici. Et Mauroy et Emmanuelli ou Mitterrand savent bien que le problème des Antilles et des autres DOM TOM, c'est aussi le problème du pouvoir qui prendra la succession de l'impérialisme français.

Un tel pouvoir ils ne peuvent pas le remettre au peuple, aux travailleurs. Ils n'envisageront autre chose que l'application ici des lois françaises qu'à deux conditions primordiales : d'abord que les événements qui se déroulent dans ces territoires soient suffisamment graves pour les contraindre à réviser leur politique — cela les socialistes de Marius Moutet à Guy Mollet l'ont toujours fait et ensuite qu'ils trouvent une force politique respectable, c'est à dire bourgeoise et responsable devant l'impérialisme mondial, à qui laisser la place.

Autant dire que ni les «symptômes», ni les poussées de fièvre, ni les raisonnements historiques et politique sur la nature

(Suite page 2)

## RENTRÉE SCOLAIRE : DES DÉPENSES ÉNORMES POUR LES TRAVAILLEURS



L'école est gratuite... du moins c'est ce que l'on dit. Il n'empêche que livres, cahiers, fournitures et vêtements nécessai-

res à la rentrée des enfants sont excessivement chers et entraînent des sacrifices énormes pour les travailleurs :

— 900 Frs pour un enfant de la maternelle, et uniquement pour les vêtements. . .

1 400 Frs pour un enfant du CE1. 150 Frs uniquement pour les livres et tout le reste pour les fournitures et les vêtements.

— 1 500 Frs pour l'entrée en sixième.

1 500 Frs à 1 700 Frs pour l'entrée en seconde classique ou technique. . .

Voilà, et sans compter le coût du transport et parfois de la demi pension ou de la pension qui augmente aussi régulièrement. . .

Bon nombre de parents ne peuvent tout acheter d'un coup, surtout quand il y a plusieurs enfants. Ils le font alors progressivement ou se privent plusieurs mois à l'avance pour «pouvoir envoyer les enfants à l'école».

La rentrée est donc une bonne affaire pour les capitalistes du livre et du cahier comme Hachette ou autres qui font pratiquement le gros de leurs profits pendant la période de rentrée, de même que les gros capitalistes de la chaussure ou du vêtement ....

## CGN : LA GRÈVE CONTINUE

L'inspecteur du travail de la Martinique vient de refuser les 9 licenciements économiques demandés par la direction du laboratoire Cassius-Glaudon-Nabéti. La direction avait justifié sa demande par un prétendu déficit apparu sur les 6 premiers mois de l'année, déficit qui se serait aggravé depuis la grève commencée le 5 juillet.

Il faut rappeler que un expert s'était déjà prononcé sur la réalité du déficit invoqué par la direction et avait fait remarquer que le document présenté comportait des erreurs

et qu'il n'y avait pas de déficit. Mais n'empêche, les administrateurs continuaient en demandant l'autorisation de licencier pour cause économique. C'est cela qui vient d'être rejeté par l'inspecteur du travail. Par ailleurs, 2 autres licenciements sont réclamés pour «faute lourde», la faute consistant dans le fait d'avoir à proximité de soi un panneau indiquant que le laboratoire était en grève et que d'autres établissements d'analyse étaient ouverts ! La justice avait déjà dit son mot en refusant de condamner les grévistes pour ce fait au cours du mois de juillet.

La balle est maintenant dans le camp de la direction. Les employés ont fait savoir quant à eux qu'ils étaient prêts à négocier, bien que les administrateurs parlent maintenant de déposer leur bilan.

Mais ce n'est qu'une façon supplémentaire de décourager les grévistes afin de les obliger à rentrer vaincus et soumis. Cette attitude est de toute évidence une provocation. Les patrons veulent verser de l'huile sur le feu, quitte à ne pas tenir compte de leur propre légalité.

## A PROPOS DES MANIFESTATIONS DE LA NUIT

### DU 20 SEPTEMBRE A POINTE-A-PITRE

La nuit du lundi 20 au mardi 21 dernier fut très violente. Une grande partie de la population offusquée par le crime odieux de baimbridge a décidé cette nuit là et même dans la journée du mardi de faire justice elle-même. C'est ainsi que plusieurs centaines de gens se sont amassés devant le Commissariat de la rue Gambetta dans l'espoir de pouvoir extorquer les deux assassins des mains de la police. Cette foule a attendu durant toute la nuit mais pas d'une façon passive puisqu'il y a eu des

tirs aux fusils de chasse, le Commissariat de police a même eu sa porte d'entrée cadencée par des gens et ses vitres brisées sous des jets de pierres. Une voiture garée devant ce commissariat a eu le toit enfoncé par le poids des gens qui avaient grimpé dessus. Et d'autres voitures aussi paraît-il, auraient subi des dégâts.

Il y a eu aussi entre gendarmes et manifestants des incidents beaucoup plus importants que ce qu'on a cru dans un premier temps. Car les gendarmes furent ap-

pelés en renfort pour disperser la foule, ce qu'ils firent d'abord devant le commissariat de Pointe-à-Pitre. Mais ensuite ils durent faire face à de multiples petits groupes qui les harcelaient un peu partout.

Les manifestants ont exprimé leur colère contre les gendarmes après que ceux-ci les eurent arrosés de grenades lacrymogènes. Il y a même eu des tirs au fusil contre les gendarmes et leurs véhicules, blessant d'ailleurs un gendarme à l'épaule d'a-

(Suite page 2)

## RENTÉE SCOLAIRE : SITUATION SCANDALEUSE DANS CERTAINS ÉTABLISSEMENTS

Dans certaines communes, la rentrée scolaire n'a pu s'effectuer en raison des mauvaises conditions d'accueil des établissements.

A la Rozière (Lamentin), les parents d'élèves ont refusé d'envoyer leurs enfants à l'école pour protester contre les mauvaises conditions dans lesquelles s'est faite la rentrée. L'établissement était un véritable chantier où des travaux de peinture étaient toujours en cours. Les salles de classe n'avaient pas de mobilier et n'étaient pas nettoyées. Ce sont les élèves eux-mêmes qui furent obligés de transporter des bancs pour s'asseoir. Face à une telle incurie de la municipalité les parents soutenus par les enseignants qui ont refusé de faire cours, ont décidé de ne pas envoyer leurs enfants à l'école tant que l'établissement serait dans un tel état.

A Bragelonne Baie-Mahault, les élèves n'ont pu pénétrer dans l'enceinte de l'école, la cour étant une véritable

mare de boue.

A Saint-Louis (Marie-Galante) les parents d'élèves et les enseignants ont également protesté contre le manque de matériel scolaire.

A chaque rentrée scolaire, ce sont les mêmes problèmes qui se posent. Les municipalités ne prennent pas toujours des dispositions à temps pour éviter de tels problèmes.

Élèves et enseignants se trouvent devant le fait accompli le jour même de la rentrée. Il faut compter plus d'une semaine avant que les cours reprennent normalement et cela fait un retard considérable.

Les parents ont raison de protester et ont le sentiment que les pouvoirs publics se moquent éperdument de la scolarité de leurs enfants.

S'ils décidaient bien avant la rentrée de contrôler l'équipement et l'état des locaux scolaires, ils obligeraient les municipalités à prendre des dispositions à temps.

## RENTÉE SCOLAIRE : LES DÉCLARATIONS DU NOUVEAU RECTEUR

A propos de la rentrée scolaire, le Recteur Bertène Juminer a déclaré en substance : «vous auriez eu dix fois raison de faire la grève, mais vous ne l'avez pas fait, je vous en remercie».

La rentrée scolaire s'est déroulée cette année dans des conditions identiques à celles de années précédentes ; là non plus, aucun changement n'a été perceptible quant à l'amélioration des conditions de travail des élèves et des maîtres. Ce sont les suppressions de postes dans le primaire, le défaut de matériel pédagogique, les locaux souvent vétustes ou inachevés, etc. . .

Mais au dessus de ce traditionnel scandale que constituent la rentrée scolaire et les conditions d'enseignement en général, trônait un nouveau recteur, un recteur Antillais, Bertène Juminer. C'est un homme hautement diplômé, professeur de médecine, écrivain, qui faisait figure par ses romans, lorsque la droite gouvernait, d'anti-colonialiste modéré. Avec l'arrivée au

gouvernement de la gauche, il s'est vu confier le poste de recteur. Peut-être le gouvernement avait-il dans l'esprit de placer à des postes «chauds» de la haute administration quelques Noirs, pour faciliter les relations avec les victimes de l'incurie coloniale, la population.

En tout cas, la déclaration de Bertène Juminer montre qu'il s'est bien adapté à son rôle.

Cette attitude d'un recteur Noir est un bon exemple pour les travailleurs de ce qui peut se passer si la population laisse dans l'avenir les postes de direction politique à une élite noire.

Ceux ci pourront utiliser leur crédit, la confiance de population, pour lui faire accepter sans broncher les difficultés, le dénuement.

Pour lui demander, ou lui imposer, des sacrifices afin d'assurer tranquillement leur domination et celle de leur classe.

## SUITE DE

## L'ÉDITORIAL

coloniale de la situation des Dom-Tom, ni même quelques bombes épisodiques ne pousseront le gouvernement français à changer sa politique coloniale et stupide d'assimilation.

Bien au contraire encouragé par ce qu'il croit être l'approbation des peuples des DOM-TOM, il n'en poussera que plus loin sa volonté assimilationniste, comme on le voit déjà aujourd'hui où cette poussée est même par certains côtés plus forte que sous la droite giscardienne.

Le changement de cadre administratif qu'il propose aujourd'hui comme une panacée aux maux des Antilles Guyane et des autres DOM-TOM ne changera en rien le rapport entre les classes sociales.

Et si d'aventure les membres de l'Assemblée unique s'avisait d'y toucher ce qui est une hypothèse extrêmement peu probable et extraordinaire il y aurait sur place suffisamment de forces de répression de l'État central pour remettre tout dans l'ordre, celui des riches.

Les difficultés économiques et sociales que la gauche au pouvoir ne pourra bien évidemment pas plus résoudre ici qu'elle ne peut le faire en France pousseront dans la voie de la lutte des couches de plus en plus larges de la population qui donneront alors une coloration politique à leurs luttes.

Le passage de la lutte économique à la lutte politique ne pourra se faire qu'en brandissant le drapeau de l'anti colonialisme et de la liberté nationale et sociale dans les DOM et TOM.

Mais alors la lutte prendra un tour violent et sanglant que le pouvoir socialiste ne pourra éviter.

## RADIO :

ÉCOUTEZ NOTRE ÉMISSION  
Tous les lundis entre midi et une heure, écoutez Combat-Ouvrier sur Radio Unité FM 99,5 Mgh ou 90 Mgh dans certaines communes.

## A Propos des manifestations de la nuit....

(Suite de la page 1)

près certains témoignages.

Tous ces faits témoignent bien de la complexité de ces événements. Car s'il est indéniable que l'assassinat de Baimbridge a déclenché ces actes de violence, il n'est pas moins vrai que certains faits apparaissent comme l'expression du mécontentement général des gens dont l'assassinat de la jeune Francine Talbot n'était peut être pas la seule cause. Car pour la plupart, les manifestants étaient surtout des pauvres des quartiers périphériques de Pointe-à-Pitre et des Abymes, des jeunes chômeurs, des gens rendus nerveux et hypersensibles à la situation de misère et d'exploitation qu'ils vivent régulièrement.

France-Antilles et le sous préfet Hugodot ont préféré voir là l'oeuvre d'"éléments incontrôlés", ou du "comité contre le génocide des noirs par substitution", (organisation clandestine ayant déjà fait parler d'elle par des actions violentes)

Et c'est aussi cela qui explique que des manifestants s'en soient pris pêle mèle à tous les Dominicains qu'ils rencontraient sans distinction. Certains ont été battus, d'autres réveillés en pleine nuit et obligés de sortir de chez eux sous la menace. Les témoignages ont été nombreux. Un dominicain a été ligoté à un poteau de signalisation, à l'angle des rues Bébian et François Arago, et battu. Le bruit a couru que cet homme était mort. Mais il semble qu'il soit vivant et sorti récemment de l'hôpital.

Tous ces faits montrent que si la population a voulu faire justice elle même, elle n'a pas su maîtriser cette force. Les

travailleurs conscients ne peuvent en aucun cas être solidaires des actes de violence aveugle confinant au pogrome à l'encontre des travailleurs Dominicains. Cela ne va pas dans le sens des intérêts des travailleurs guadeloupéens.

Les travailleurs Dominicains dans leur ensemble ne sont pas les ennemis des travailleurs guadeloupéens mais des frères de classe. La présence de gangsters et d'odieusement assassins au sein de la communauté Dominicaine ne doit pas faire oublier cela.

Et si les travailleurs guadeloupéens ont raison de s'organiser et de protester contre ceux qui mettent en danger leur sécurité quotidienne, ils doivent aussi empêcher qu'en leur sein, certains se livrent à la "chasse aux Dominicains" ou expriment une xénophobie exacerbée à leur égard. La justice populaire a ces deux exigences. Et ce n'est que comme cela qu'elle peut s'exercer valablement et efficacement.

Les véritables "étrangers", les véritables gangsters et parfois même assassins ce sont les riches, les capitalistes, ceux qui exploitent jusqu'au sang Dominicains et Guadeloupéens ; Ceux qui, en faisant trimmer des centaines de travailleurs mal payés, ne bénéficiant pas des droits sociaux peuvent se prélasser dans de véritables palaces à la Marina ou autres lieux de charme et de détente à l'ombre des palmiers, le yacht mouillant en contre bas. Ce sont ceux là les véritables-étrangers.

Les travailleurs de ce pays n'ont pas intérêt à se tromper de cible !

## HAUSSE DES PRIX :

## 1 % EN AOÛT

Les prix ont augmenté de 1 % en Août, d'après l'indice officiel de l'INSEE. Cela porte l'augmentation à 8 % depuis le mois de Janvier 1982.

Cela c'est pour les chiffres. Mais n'oublions pas que nous sommes en période de blocage des prix et des salaires. Et si le blocage des prix, on le constate, c'est du vent, le blocage des salaires lui, est effectif.

Le résultat est donc le suivant : les salaires réels ont diminué. La situation des plus pauvres s'est encore détériorée.

Alors, c'est clair : ne restons pas prisonniers des propos démagogiques de ceux qui nous gouvernent et préparons-nous à arracher de substantielles augmentations de salaires pour rattraper ce que nous avons perdu entre juin et octobre 1982.

## SEMAINE ANTILLAISE :

## RATÉE

Même l'organisateur, M. Emmanuelli reconnaît que sa semaine l'a déçu. En effet, le but que le ministre prétendait viser : faire connaître les DOM-TOM aux Parisiens n'a même pas été approché.

La troupe du SERMAC de FORT-de-FRANCE a évolué durant la semaine devant une soixantaine de personnes. La seule fois où il y a eu foule a été le jour de l'inauguration. Ce jour-là tout ce que le milieu antillais compte d'arrivistes et de lèche-bottes s'était donné rendez-vous pour jouer des coudes et approcher le plus près possible le ministre et ses collaborateurs en vue de récolter quelques sous.

Les manifestations du ministre ne donnaient des Antilles qu'une image de carte postale. Les artistes antillais ont même affiché un panneau disant :

«Nous avons accepté de participer à cette manifestation car le gouvernement a changé. . . or elle est aussi doudouiste les manifestations de cet ordre réalisées par l'ancien régime».

Le gouvernement français change de tiquette, mais sa politique vis-à-vis des Antilles demeure tout aussi colonialiste et paternaliste.

## TAXE SUR LES CIGARETTES ET L'ALCOOL COMMENT RACKETER LES TRAVAILLEURS POUR PAYER SES DETTES

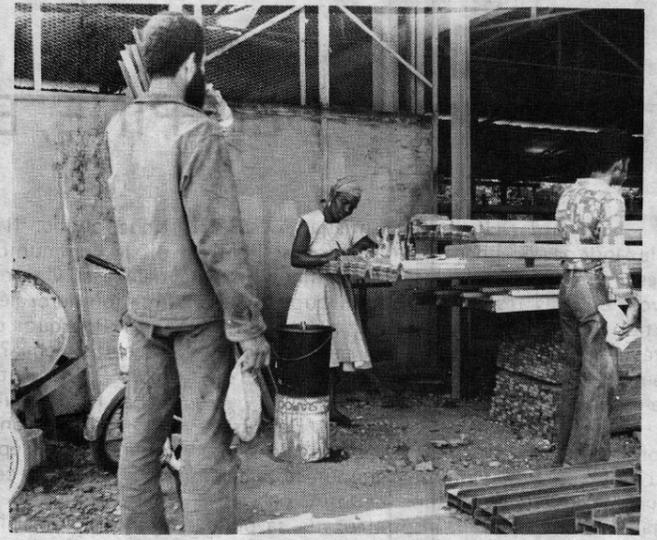
Le gouvernement vient de décider, pour combler le déficit de la sécurité sociale, d'une taxe supplémentaire sur les cigarettes et l'alcool. Cela représente 1 F de plus par paquet pour les paquets de moins de 6 F et deux francs pour ceux de plus de 6 F. On ne dit pas à combien seront taxés les cigares à 100 Francs l'unité. Pour les alcools, cette taxe s'élève à 10 Francs par litre pour les alcools de plus de 25 %.

Pour organiser ce nouveau racket des travailleurs et des classes moyennes, tout en se parant de l'aurole de la vertu, Mauroy décrète que les maladies dues au tabac

et à l'alcool coûtent fort cher à la sécurité sociale. C'est vrai. Mais le budget de l'armement coûte plus cher encore à l'état, et dans l'histoire, cela a tué plus de gens.

Quant à dissuader les gens de fumer ou de boire ce n'est pas en instituant ce genre de taxes que le gouvernement le pourra, et il le sait.

Ce nouvel impôt est donc moyen très hypocrite de faire financer par les travailleurs un déficit dont l'état porte la responsabilité.



## SÉCURITÉ SOCIALE (FORT-de-FRANCE) EXEMPLE A SUIVRE

Alors que la direction se permet de nous faire valser d'un point à un autre sans ménagement, il en va tout autrement quand il s'agit d'un des siens.

C'est ainsi qu'il y a quelques jours, un des responsables de Caserne Bouillé prit sérieusement l'affaire en repoussant tout simplement sa nouvelle affectation.

Rien n'était à son goût dans son nouveau bureau ni peinture, ni moquette. Et sa protestation fut si bien comprise que peu de temps fut nécessaire pour que son ami Moustin lui accorde satisfaction.

Et dire que c'est le même Moustin qui refusait aux agents des AS des minicalculatrices.

Il ne reste plus à nos camarades qu'à imiter ce responsable de Caserne Bouillé.

## UN ÉLAN DE SINCÉRITÉ

«Les récents examens organisés par la CGSS sont une vaste escroquerie».

Cette phrase dont nous pouvions facilement revendiquer la paternité est pour cette fois une vérité de l'agent comptable.

En effet, sous l'effet de la colère, ce dernier a carrément laché le morceau dénonçant par là même ses pairs de la direction qui, dit-il, organisent des examens tout en sachant qu'il n'y a pas de crédit pour payer.

Cela nous le savons déjà, mais ayant été habitués à la solidaire hypocrisie de ces gens-là, nous n'avons pas hésité à donner une petite place à cette voix officielle qui disait la vérité

Une fois n'est pas coutume.

## LAMENTIN : QUESTION D'ANCÊTRE.

On se demandait bien où elle puisait ses idées sur les méthodes d'organisation du travail et des relations humaines. Eh bien depuis qu'elle a déclaré à propos de la climatisation réclamée par nos camarades parqués dans le hall «que «nos» ancêtres n'en avaient pas» nous sommes avisés.

Cette retardée s'inspire-t-elle du mépris qui voudrait que les nègres n'élèvent jamais la revendication au niveau des avantages des maîtres ?

Il y a quand même un problème, comment se fait-il que «nos» ancêtres n'ayant pas eu de climatiseur, nous employés nous n'en n'avons pas non plus, sauf bien sûr la responsable du Centre.

## EDF MARTINIQUE

### LES PROGRES SONT DIFFICILES A EDF MARTINIQUE

La semaine dernière, la climatisation est restée en panne pendant 5 jours.

Tout l'immeuble du Siège Social a été privé de climatisation, exceptée la salle informatique.

Il faisait tellement chaud dans les bureaux que l'on avait du mal à y rester et cela d'autant plus que les baies vitrées sont pour la plupart verrouillées.

Pour nous faire rester, la Direction a proposé à ceux qui le voulaient qu'ils aillent travailler au Service Informatique !

Quand dans la journée du Lundi, plusieurs agents se sont sentis mal, des femmes surtout, la Direction a autorisé notre départ

avant l'heure de sortie normale.

Décidément, il n'est pas facile de trouver une installation qui marche correctement à EDF Établissement à la Pointe de la Technique.

Gageons que le rendement réalisé pendant la période de la panne a dû faire réfléchir la direction sur l'amélioration des conditions de travail.

## EDF - MARTINIQUE

### UN LICENCIEMENT ECOEURANT

La Direction vient de licencier lâchement une employée qui avait déjà effectué au total 3 années de remplacement au Service Informatique.

Pourtant, le Statut précise qu'après 2 années de remplacement, l'agent a une priorité d'embauche.

Mais, le Sieur PELLET, l'Adjoint qui faisait office de Chef de Centre en a décidé autrement.

Ce Monsieur qui considère les travailleurs Antillais comme des mendiants à qui on rend service en leur accordant un remplacement sous-payé se croit tout permis dans ce pays.

N'est-ce pas du racisme lorsque un cadre blanc chèrement payé traite les travailleurs Antillais comme du bétail dont il peut se débarrasser quand il n'en a plus besoin ?

Voilà une pratique qui n'a que trop duré !

### LICENCIEMENT SCÉLÉRAT.

La Direction a licencié un agent pour la seule raison qu'elle a su que ce dernier était responsable syndical dans son ancienne entreprise. Elle l'a fait d'autant plus facilement que le Chef du Service Production qui avait effectué au nom de la direction toutes les formalités d'embauche s'est dévoué lui-même pour se dédire. Que ne ferait pas un bon serviteur de la Direction !

Les travailleurs eux ont exprimé leur écœurement et leur rage devant de tels procédés par un arrêt de travail.

### LA MARTINIQUE PRIVÉE DE COURANT PENDANT 4 HEURES.

Jeudi 16 Septembre toute la Martinique était privée de courant. La cause est un court circuit au niveau du système «pulsadis» dans un poste d'interconnection situé à Château-Boeuf.

La direction a déclaré aux médias que ce type de panne est extrêmement rare, à peine un par an.

La réalité de ce qui nous guette est peu réjouissante.

Les postes d'interconnection qui sont au nombre de 4 en Martinique, n'ont pas été construits conformément aux règles. Et les travaux de mise en conformité entamés après coup ne sont toujours pas achevés.

Aussi, la Martinique toute entière est-elle à la merci de pannes capables de provoquer un délestage général.

### DELATTRE-LEVIVIER : IL N'Y A PAS DE QUOI SE VANTER.

Le P.D.G. Monsieur Plazi n'a cessé de répéter pendant la réunion des délégués qu'il nous a fait cadeau d'une grue pour remplacer l'ancienne.

Cette dernière a causé plusieurs accidents sur différents chantiers :

un camarade a eu le doigt coupé par la grue,

le circuit de frein a laché à la SARA et nous avons froilé la catastrophe,

tous les circuits de frein ont été supprimés, si bien que la grue ne pouvait être manœuvrée par un grutier, mais par un mécanicien, seul capable de réparer les pannes nombreuses et répétées !

Alors que Monsieur Plazi n'essaie pas de se faire prendre pour le père Noël, son «cadeau» vient tard et ne rendra pas son doigt au camarade estropié.

### DELATTRE - LEVIVIER JUSTICE DE CLASSE !

Un de nos collègues a eu le doigt coupé en 1978 par la grue défectueuse.

A cette occasion, deux plaintes ont été déposées.

Une plainte a été déposée par la victime pour faute inexcusable de la direction, et une autre a été déposée par le syndicat de la Métallurgie du fait que la direction n'avait pas écouté les nombreuses recommandations et les mises en garde du syndicat qui jugeait la grue dangereuse.

Depuis 1978, l'affaire a été renvoyée jusqu'en 1981 où la justice a affirmé que le patron n'était pas responsable. L'ouvrier a fait appel et en septembre 1982, on a dit que l'appel a été rejeté.

Quant à la plainte du syndicat, elle n'a jamais eu de suite !

La justice montre bien ainsi que c'est une justice de classe au service des patrons, et contre les ouvriers.

### DELATTRE-LEVIVIER . PRENONS-LE AU MOT !

Notre nouveau directeur technique discutait avec un tourneur qui lui faisait remarquer que la vis sans fin de la tour était usée et qu'il fallait faire une véritable gymnastique pour en sortir une bonne pièce.

Mais ce chef n'a rien trouvé d'autre à dire qu'il n'y avait que le résultat qui comptait.

Il n'aura donc rien à dire lorsque nous prendrons le temps nécessaire pour fabriquer les pièces. Il n'y a que le résultat qui compte !

### BLOCAGE : TOUT = RIEN

Depuis que prix et salaires ont été bloqués par un gouvernement «qui veut tout donner aux travailleurs» nous avons pu remarquer des entorses à cette volonté.

l'essence a été augmentée deux fois les transports ont augmenté de 19 % les loyers ont été haussés par les propriétaires à leur goût.

et le comble, la cantine et les livres ont grimpé grandement.

les salaires, de ce fait ont diminué.

Pour ce gouvernement, «Tout» égale «Rien» quand il s'agit des travailleurs !

### SIG GUADELOUPE

#### TOUJOURS PAS DE REMPLAÇANTS PENDANT LES CONGÉS.

Pendant la période des vacances, la direction a cette année, embauché trois remplaçantes, à Grand Camp. On peut penser que c'est mieux que les années précédentes où il n'y en avait pas du tout. Il n'empêche que cela ne change pas grand chose

parce que la plupart d'entre nous sont obligées de faire double ou triple travail pour effectuer celui de nos camarades qui sont en congé. . . Le nombre des remplaçantes est largement insuffisant.

La direction pense-t-elle qu'à la même période la poussière, les ordures et les saletés de toutes sortes prennent aussi des vacances ?

### SIG LA MORT DE TAVERNIER

Le directeur de la SIG est mort : foudroyé par une crise cardiaque sous sa douche.

Certains d'entre nous sont allés à la messe de son enterrement, mais la majorité d'entre nous a appris la nouvelle dans l'indifférence, sans réjouissance mais sans pleurs non plus. Il était le patron tout puissant. Peu visible de la majorité des travailleurs. On savait qu'il «était ici» ou «qu'il avait voyagé en France», plusieurs fois dans l'année

Beaucoup de travailleurs ont encore en mémoire son attitude lors de la grève il y a quatre ans, au cours de laquelle il avait fait appel aux CRS venus matraquer les travailleurs. Il avait montré là son vrai visage de patron de combat. Ensuite il avait licencié 24 travailleurs et les délégués syndicaux dont Silou, licencié sans indemnité, et toujours en procès avec la direction de la SIG.

Tavernier faisait partie de cette caste de puissants qui, en Guadeloupe, décide un peu de tout. A tel point que la rumeur populaire le mêlait à tort ou à raison à ceux qui pouvaient tremper dans les histoires de gros sous, à la SODEG et autres. . . Et comme sa vie, pour beaucoup de travailleurs, sa mort pourtant naturelle, a paru bizarre. . .

### LE NOUVEAU DIRECTEUR, UN BLANC COMME L'ANCIEN

Tavernier devait, de toutes façons, quitter la SIG d'ici quelque temps. Il avait d'ailleurs un remplaçant depuis qu'il était parti en France il y a quelques mois. . .

C'est probablement lui qui restera. Comme Tavernier, ce directeur est blanc. Il a été envoyé par la Caisse Centrale. Malgré les belles déclarations du gouvernement socialiste, on voit bien que le pouvoir blanc est toujours une réalité en Guadeloupe.

### CENTRE HOSPITALIER DE FORT-de-FRANCE

#### UNE NOUVELLE ATTAQUE EN PERSPECTIVE.

Une fois de plus, le gouvernement s'en prend aux pauvres.

Bérégovoy, le ministre de la sécurité sociale vient de proposer une solution pour réduire le déficit de la caisse de chômage.

Cette mesure consiste à faire payer leur repas aux malades.

Craignant sans doute les protestations s'il diminuait le taux de remboursement de l'hospitalisation ou s'il augmentait le prix de la journée le gouvernement propose cette mesure hypocrite.

C'est un nouveau coup porté contre le malade et contre les pauvres. Les riches, eux, de toute façon ne seront pas plus gênés qu'auparavant lorsqu'il s'agira de payer.

Cette nouvelle attaque montre bien l'attitude du gouvernement soi-disant socialiste ! Il s'en prend sans arrêt à la population laborieuse.

Nous n'avons donc aucune confiance à lui faire mais à bien nous préparer à ne pas accepter l'austérité, les restrictions et la diminution du niveau de vie.

## DÉLEPINE, EX-LEADER DU GRS ENTRE AU PPM

Edouard Delépine et Christian Louise-Alexandrine viennent d'adhérer au PPM. Ces 2 militants étaient surtout connus pour avoir été des responsables du Groupe Révolution Socialiste, surtout Delépine qui en a été le fondateur et qui a joui pendant longtemps de la réputation de porte-drapeau de ce groupe.

On peut même dire que Delépine, après un passé de militant et de dirigeant au PCM et à la Jeunesse communiste a fait figure pendant longtemps de principal animateur du GRS et d'inspirateur de sa politique. Et comme tel, il a entraîné avec lui dans l'action politique des dizaines d'Antillais.

Aujourd'hui, Delépine et Louise-Alexandrine s'en vont au PPM. Le premier explique son geste dans un texte à circulation restreinte d'une cinquantaine de pages intitulé «Pour le PPM».

Les responsables actuels du Groupe Révolution Socialiste sont restés longtemps silencieux, alors que dès juillet 1981, Delépine avait soutenu publiquement le «moratoire» de Césaire. Depuis, de nombreux organes de presse avaient relevé l'orientation nouvelle de Delépine. Le GRS, lui s'est tu officiellement jusqu'à maintenant.

Dans le numéro 383 du 25 Septembre, est publié un «Communiqué» du GRS sur ces adhésions au PPM, dans lequel il est dit notamment, «Il ne faut certainement pas compter sur nous... pour traîner dans la boue des militants...»

«Évitons par pudeur de mesurer le chemin étonnant déjà, en peu de temps, parcouru par ces camarades».

Cette prise de position des camarades du GRS est erronée. Car, il est nécessaire pour les travailleurs de caractériser le plus justement possible la nouvelle politique que défend Delépine.

Car Delépine est un personnage poli-

tique public. Il a consacré — c'est ce que dit le communiqué du GRS — «... l'essentiel de sa vie consciente à la tâche de l'organisation du prolétariat sur une base de classe».

Pourquoi donc Delépine a-t-il abandonné cette tâche ? Que propose-t-il aux travailleurs ? Ou plutôt quelle politique propose-t-il au PPM auquel il a adhéré ?

Nous avons un élément de réponse dans le texte de Delépine «Pour le PPM».

Or dans ce document, Delépine se fait partisan de la confiance au gouvernement français : ainsi il dit : «Nous croyons que ce gouvernement est un gouvernement progressiste et qu'il dépend des Martiniquais et des Martiniquaises de transformer la victoire remportée le 10 Mai dernier par le peuple français en une victoire pour le peuple martiniquais».

Plus loin, Delépine écrit encore : «... l'extrême-gauche devra... accepter de perdre à ses propres yeux une partie de sa légitimité et donc de sa crédibilité en acceptant un compromis stratégique avec les autres forces de la gauche martiniquaise et avec le gouvernement français par la même occasion».

Et dans la logique de l'auteur du texte, le gouvernement français était «progressiste», ayant des intentions favorables envers la Martinique et les Martiniquais, il s'agit de discuter avec lui, afin de faire du projet de décentralisation, «un instrument de notre émancipation».

Et on comprend que Delépine se soit tout simplement retrouvé au PPM pour défendre de telles idées !

Pourtant, c'est ce gouvernement qui de manière de moins en moins voilée s'en prend aux travailleurs. Certes, Mauroy n'a pas envers les travailleurs le cynisme et le mépris d'un Barre ou d'un Chirac. Mais sa politique conduit au même résultat. L'exemple du blocage des prix et des salaires, qui bloque

réellement les salaires mais laisse monter les prix est un élément révélateur de cette politique. De toute évidence, cette année verra le recul du niveau de vie des travailleurs, pendant que les patrons voient les subventions continuer à leur tomber entre les mains.

Et c'est ce gouvernement-là, qui mène cette politique-là, que Delépine demande de soutenir.

Mais l'attitude du GRS est-elle fondamentalement différente ? Certes le GRS critique le gouvernement, mais il ne s'oppose pas à sa politique. Ce qu'il lui reproche c'est «... d'aller de reculs en reculades, de concessions en compromis, de geste de bonne volonté en cadeaux généreux aux pires ennemis des travailleurs...»

Et pour empêcher ces «reculades», le GRS propose aux partis de la gauche anticolonialiste, et par conséquent au PPM de faire l'Unité ouvrière et anticolonialiste pour frapper «ensemble l'ennemi de classe : patronat et politiciens colonialistes» (Déclaration du Comité Central du GRS, publiée dans Révolution Socialiste numéro 383).

Et on peut comprendre qu'à vouloir frapper «ensemble», il peut être relativement plus facile et plus efficace de le faire au sein du PPM qui a l'avantage d'être le représentant quasi-officiel du gouvernement en Martinique, plutôt qu'au sein du GRS qui demeure une petite formation.

Peut-être est-ce la conclusion qu'a tirée Delépine. L'unité ouvrière et anticolonialiste se fera d'autant mieux si on rejoint le plus gros parti de gauche de la Martinique. Et c'est peut-être cela qui gêne le GRS : sa ligne politique a été appliquée jusqu'au bout par certains de ses anciens responsables, qui plutôt que de prêter l'unité ouvrière avec le GRS se font les chantres du rassemblement autour de la personne de Césaire.

Aujourd'hui, c'est Delépine qui suit

cette voie. Mais peut-être que d'autres demain au GRS en tireront les mêmes conséquences que lui et emprunteront le même chemin, qui conduit d'une adhésion formelle aux idées trotskystes jusqu'au reniement de ces idées et au ralliement à une formation bourgeoise.

C'est pourquoi il est urgent que le GRS change de politique. Qu'il abandonne une politique qui le conduit à se mettre à la remorque de partis qui défendent les intérêts de la bourgeoisie, en se servant de la confiance dont ils bénéficient au sein du mouvement ouvrier.

Ne pas dénoncer les partis de gauche français actuellement au pouvoir, ne pas dénoncer leur politique comme étant néfaste aux intérêts des travailleurs, et ne pas critiquer clairement les partis de gauche antillais comme soutiens et relais de cette politique, c'est ne pas préparer la population laborieuse à résister aux effets de la crise qui demain peut être beaucoup plus forte qu'actuellement.

Parce que demain, les travailleurs peuvent se retrouver déçus, désorientés, démobilisés par toute la politique de la gauche. Celle-ci se sert de la confiance que lui font les travailleurs pour permettre aux capitalistes de traverser toute la période actuelle sans dommages. Et quand elle aura perdu tout crédit, elle ouvrira la voie à une prise en mains par l'extrême-droite la plus réactionnaire, et même par des éléments fascistes qui existent et qui ne manqueront pas de devenir plus virulents avec l'approfondissement de la crise.

Et la seule manière de préparer les travailleurs à cette éventualité, c'est dès aujourd'hui de les appeler à se méfier des Mitterrand et Mauroy, mais aussi de Césaire et du PPM.

Jacques BRUEL.

## ISRAËL : MANIFESTATION DE 300 000 PERSONNES CONTRE BÉGIN ET SHARON



Depuis les massacres de milliers de Palestiniens dans les camps de Sabra et Chatilla, le mouvement de protestation contre la guerre s'est amplifié en Israël.

Des quelques 20 000 personnes qui manifestaient contre la guerre israélienne au Liban il y a un mois, la manifestation des mécontents est passée à 300 000 personnes.

300.000 personnes dans les rues de Tel-Aviv, criant «Bégin assassin», «Sharon criminel de guerre», ont manifesté contre les massacres de Sabra et Chatilla et ont exprimé aussi leur raz-le-bol de la politique agressive de l'état d'Israël, qui se retourne inévitablement contre toute la population juive.

Durant toute la semaine précédant cette grande manifestation, de nombreux mouvements de colère ont eu lieu parmi la population arabe d'Israël, mais aussi parmi la population juive.

Des centaines de manifestants se réunissaient devant le domicile de Bégin pour réclamer sa démission. Des centaines d'autres défilaient

2 jours de suite malgré la répression, en tenue de deuil dans les rues de Tel Aviv. Des grèves générales ont eu lieu parmi les habitants arabes des zones occupées par Israël, dans la Bande de Gaza, en Cis-Jordanie.

Mais la manifestation de samedi a frappé tout le monde par son ampleur. Et cette fois-ci les autorités gouvernementales ne pourront pas faire mine de croire que les mouvements de protestation sont le fait de minorités marginales, artistes, intellectuelles ou arabes.

Il existe effectivement dans le pays, une fraction importante de gens qui refusent d'être complices de la politique de meurtres et d'assassinats menée au grand jour par Begin et Sharon.

Sur quoi débouchera ce mouvement de protestation ?

Une fraction importante de la population va-t-elle comprendre que cette politique agressive et criminelle n'est pas seulement celle de Begin et de Sharon, mais s'inscrit dans toute celle menée depuis 40 ans par l'état

sioniste israélien ? Va-t-elle comprendre qu'il ne s'agit pas seulement de changer un homme ou deux de l'appareil, mais bien de se battre contre tout un appareil d'état qui a toujours basé sa politique sur la rapine, la conquête des terres, traquant les populations arabes pour les chasser ou les dominer ?

Il est encore tôt pour le savoir.

Il est possible que ces mouvements d'opposition à la guerre profitent dans un premier temps au parti travailliste israélien dirigé par Shimon PEREZ. Celui-ci s'est quelque peu démarqué de la politique gouvernementale ces derniers temps. C'est oppositionnel respectueux apparaîtra-t-il aux yeux des masses comme une solution de rechange pour évincer l'équipe des charognards Bégin et Sharon, rien n'est moins sûr. D'autant que Shimon Perez est en fait d'accord avec la politique sioniste et que les dirigeants du parti travailliste ont eux-même mis en place et pratiqué cette politique d'annexion et de conquêtes, contre les peuples palestiniens et arabes, entre 1948 et 1977.

Mais au delà de l'alternative Begin ou Shimon Perez, qui ne réglerait sûrement pas le problème du droit du peuple palestinien d'avoir un pays, il est encore possible qu'une fraction de la population d'Israël comprenne qu'il est nécessaire de mener une toute autre politique. Une politique qui permettrait aux populations qu'elles soient juives ou palestiniennes de vivre dans leur pays en bonne entente, en respectant les droits de chaque communauté. Mais pour cela il leur faudra rejeter leurs exploités communs qui depuis des années sucent leur sang pour maintenir leurs privilèges.

M. TIBUS.

### VEILLÉE POPULAIRE

#### DE SOLIDARITÉ

#### AVEC TOM ET

#### SAFRANO

VENDREDI 8 OCTOBRE A BASSE-TERRE VENEZ NOMBREUX A LA VEILLÉE POPULAIRE ORGANISÉE EN SOUTIEN A MAX SAFRANO ET VIRGINIE TOM.

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728